

Frise historique non exhaustive

Mouvements féministes anti-racistes décoloniaux dans le monde

Cette frise historique a été réalisée dans le cadre de l'un des ateliers de création urbaine de « La bonne aventure du tramway » mené par l'association didattica avec des écolier.e.s (école Daniel Renoult) et des collégien.ne.s (collège Georges et Maï Politzer) à Montreuil-sous-Bois l'année scolaire 2024-2025. Elle est non-exhaustive bien sûr et mériterait d'être très largement complétée.



1^{er} siècle avant Jésus-Christ - Au sud de l'Égypte, l'équivalent actuel d'une région du Soudan. **Amanirenas** était la reine du royaume de Koush, une région au Sud de l'Égypte. Elle a combattu les envahisseurs romains.

1581 - Colombie : alors que le capitaine espagnol Pedro Ordóñez Caballos arrive à Malambo, en Colombie, pour décimer l'insurrection de marrons, d'anciens esclaves s'étant échappés pour vivre en liberté, une marrone nommée **Polonia** s'y oppose. Elle créa une armée composée d'environ 200 femmes soldates et parvint à vaincre l'armée dirigée par le capitaine espagnol.

1802 - Antilles : le 2 juin 1794, l'abolition de l'esclavage est décrétée à la Guadeloupe, mais en 1802 le général Richepanse est envoyé par Bonaparte pour rétablir l'ordre colonial dans l'île et s'oppose aux officiers libres noirs et mulâtres, menés par le Martiniquais Louis Delgrès. **Solitude** serait alors venue rejoindre les rebelles à Pointe-à-Pitre, avant d'être faite prisonnière lors de l'attaque du camp Palerme par le général Gobert, le 23 mai 1802. Arrêtée, elle est condamnée à mort alors qu'elle est enceinte. L'historien Auguste Lacour indique qu'elle ne sera exécutée que le 29 novembre 1802, le lendemain de son accouchement.

Si la contribution des femmes à la résistance à l'esclavage a longtemps été invisibilisée, la redécouverte de figure comme Solitude a aidé à leur redonner une place. Depuis mai 1999, une statue lui est dédiée dans la commune des Abymes en Guadeloupe, et le 26 septembre 2020, la mairie de Paris a inauguré un jardin portant son nom dans le 17^{ème} arrondissement, elle y sera bientôt la première femme noire à avoir une statue à Paris.

1851 - Etats-Unis : « Ne suis-je pas une femme ? », telle est la question que **Sojourner** Truth (1797-1883), ancienne esclave, lance le 29 mai 1851, dans l'Ohio, à la Convention des droits des femmes, après qu'un homme conteste leur égalité. Elle se lève pour prendre la parole et affirmer son droit à l'égalité en tant que femme, ainsi qu'en tant que Noire américaine. Alors que Truth critiquait habilement non

seulement le sexisme et le racisme, mais aussi le racisme de ses collègues féministes, son discours est désormais considéré non seulement comme l'une des premières entrées du féminisme américain, mais aussi comme un exemple précoce d'intersectionnalité, plus d'un siècle et demi avant que le terme ne prenne de l'importance.

L'état de New York vote une loi qui organise la libération des esclaves pour l'année 1827. Sojourner Truth engage alors un procès qu'elle gagne contre un esclavagiste blanc pour récupérer son fils Peter. Elle devient ainsi la première femme noire à gagner un procès contre un homme blanc. Puis elle est employée dans différentes communautés religieuses, et c'est dans ces années que s'opère ce qu'elle appellera sa « révélation spirituelle ». En 1843, à 46 ans, elle prend le nom de Sojourner (la voyageuse) Truth (la vérité) et commence à faire des prêches dans lesquels elle parle de la « vérité divine du salut de l'âme », mais aussi dénonce l'esclavage, les discriminations contre les noir.e.s et en particulier contre les femmes. Oratrice charismatique, elle devient une des grandes militantes de la cause abolitionniste et parcourt les USA. Jusqu'à la fin de sa vie, elle se bat pour les droits des femmes et des noir.e.s, mais aussi contre la peine de mort et pour une réforme des prisons. Sojourner Truth est devenue une figure majeure du féminisme et de l'antiracisme, elle est considérée comme une des premières à avoir mis en rapport esclavagisme, racisme et sexisme.

1954-1962 – Algérie : lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie, de 1954 à 1962, les moudjahidates sont les combattantes algériennes qui luttent contre la colonisation française. Elles prennent quotidiennement part aux actes révolutionnaires qui menèrent à l'Indépendance de l'Algérie. Beaucoup de ces femmes commencent à militer alors même qu'elles sont lycéennes en participant aux premières manifestations qui s'opposent à la colonisation. 11 000 moudjahidates sont comptabilisées pour avoir pris les armes, avoir participé à des actions de logistique telles que la communication, le transport d'armes, ou bien encore pour avoir soigné des soldats. Mais d'autres moudjahidates ne sont pas comptabilisées et ont joué un rôle tout aussi important en cachant et en nourrissant des soldats et activistes algériens. Beaucoup de ces moudjahidates ont été emprisonnées et torturées par l'armée française, voire exécutées. **Djamila** Boupara, a été arrêtée par l'armée française, elle est défendue lors de son procès par l'avocate Gisèle Halimi en 1960. C'est aussi le cas de Djamila Bouhired qui est arrêté en 1957 et sera condamnée à mort par la justice française. Après une campagne internationale pour la libérer, elle est finalement graciée lors de l'indépendance algérienne en 1962. Elle deviendra avec ce procès une icône de la révolution algérienne et des femmes du pays.

Au cours de ces années d'insurrection, de profonds changements sociétaux s'opèrent au sein de la société algérienne. Les femmes y trouvent une place importante. Pourtant, au fil des années, le combat des moudjahidates est invisibilisé au sein même des commémorations d'indépendance et elles n'ont pas droit aux pensions accordées par le ministère des moudjahidines et ayant droits (ministères des personnes qui ont combattu pendant la guerre d'Algérie). Le rôle des moudjahidines n'a été reconnu que récemment par ce ministère. Heureusement les récits circulent et l'expérience de ces femmes lors de la guerre d'indépendance infusent chez leurs filles et petites filles. Le 1^{er} mars 2019, alors qu'une manifestation éclate à l'encontre du

président algérien Bouteflika qui souhaite se présenter pour un cinquième mandat, les femmes sont présentes dans la rue : autant la génération des moudjahidates, notamment Djamila Bouhired que leurs filles ou leurs petites filles.

1966-1982 - Etats-Unis : the Comrade Sisters (les Sœurs Camarades)

En 1966, aux États Unis, le Black Panthers Party (BBP) est créé. Depuis la fin de la guerre de Sécession en 1865, se déroule le mouvement des droits civiques aux États Unis : les noirs réclament des droits et l'égalité. Bien que les lois ségrégationnistes aient été abolies, tel que les lois Jim Crow qui imposaient aux noirs de fréquenter des lieux publics différents des personnes blanches (cafés, écoles..), le racisme structurel perdure violemment, et menace quotidiennement les communautés noires. Les noirs sont discriminés à l'emploi, au logement, ils vivent majoritairement dans la pauvreté aux États Unis et ne sont pas protégés par l'État. Le Black Panthers Party a pour objectif de protéger les communautés noires de la brutalité liée au racisme par l'affrontement avec la police et les politiciens.

En mars 2023, le livre "Comrade Sisters : Women of the black Panthers Party" est publié. On y trouve une préface d'Angela Davis, la célèbre militante, autrice et professeure, mais aussi les photographies de Stephen Shames, qui a photographié le BBP durant de nombreuses années, et enfin le récit d'Ericka Huggings, une membre du BBP de longue durée. On découvre dans ce livre, le rôle central des femmes au sein du BBP. Alors que les hommes du parti ont été mis en avant au cours de l'histoire, le rôle des femmes a été négligé. Plusieurs femmes occupaient des rôles importants au sein du parti. Déjà, **Angela** Davis, bien qu'elle ne soit restée que peu de temps au sein du parti, a occupé l'espace politique par ses prises de paroles. Aussi, Kathleen Cleaver occupait le rôle de secrétaire de communication, un rôle de pouvoir dans le parti, Elaine Brown était à la présidence, et Ericka Huggings, directrice de l'école communautaire d'Oakland. Si les hommes occupaient davantage le devant de la scène médiatique en prenant part à des actions contestataires, la majorité des femmes prenaient soin de la structure du BBP et des communautés noires en détresse. Sans elles, l'ampleur du mouvement n'aurait pas été si important. En 1970 plus de 60% des membres du Black Panthers Party étaient des femmes, selon Angela Davis, les femmes ont probablement fait 75% du travail du parti.

1970 - Etats-Unis : création du collectif Star

En 1970, deux amies, Sylvia Rivera une femme transgenre* originaire de Puerto Rico et **Marsha** P. Johnson, une femme trans américaine, créent le collectif Street Transvestite Action Revolutionaries (STAR) à New York, traduit en français comme le collectif d'Action révolutionnaire des travestis* de rue. En 1969, Marsha rejoint le front de libération gay, un collectif militant créé à la suite d'un mouvement de résistance fondé immédiatement après les violences policières survenues dans un bar queer, le Stonewall Inn. Ce mouvement fut très important et a permis à la communauté queer de visibiliser leurs luttes, il a par ailleurs rendu possible la première marche des fiertés (gay pride). Pour autant, victime de transphobie au sein même du front de libération gay, Rivera et Johnson décident de créer le collectif STAR. Ce collectif vise à offrir

protection et hébergement aux jeunes trans et queers sans-abris. Le squat qu'elles occupent, surnommé STAR House, devient un refuge et un lieu de solidarité. Cette initiative communautaire est visionnaire. Bien avant les pouvoirs publics, Marsha comprend que la transphobie est structurelle : elle isole, précarise, et tue. Les militant.es de la STAR ont par la suite protesté pour réclamer des droits, ils/elles ont notamment acquis une protection de l'État dans les années 70, et ont fait pression pour être inclus.es dans les mouvements de libération queer et féministes.

*être transgenre ou trans, c'est le fait de ne pas s'identifier au genre qui a été attribué à la naissance sur la base des organes génitaux

*Bien que le terme travesti fût utilisé à l'époque pour parler d'identité de genre, le terme trans est aujourd'hui préféré. En effet, le mot travesti vient du verbe "se travestir" qui veut dire revêtir un déguisement.

1974 - Inde : le mouvement féministe **Chipko**

Alors que des compagnies privées occidentales souhaitent déforester des forêts proches du village de Reni, dans la région de montagne de l'Uttarakhand, dans l'Himalaya en Inde, des paysannes s'attachent aux arbres pour lutter contre cette déforestation. Dans cette région, les hommes sont souvent contraints à l'émigration et les femmes travaillent dans l'agriculture. La déforestation empêche les femmes de travailler puisque cela cause l'érosion des terres, c'est à dire la dégradation du sol. De plus, les hommes étant souvent absents, elles ont la charge complète de l'entretien de la famille. Les femmes ont dû s'opposer aux hommes du village qui avaient accepté la vente d'une partie de la forêt pour la création d'une ferme industrielle. Cette vente obligeait les femmes à marcher plusieurs heures par jour pour trouver le bois de chauffage et le fourrage nécessaires à la vie quotidienne. Elles ont alors dû faire appel à d'autres femmes pour défendre les arbres. La participation de toutes ces femmes au mouvement Chipko leur a permis de réclamer un rôle plus actif dans l'espace public, à l'image de leur investissement dans l'économie locale et dans les luttes environnementales. Elles ont créé des coopératives, des camps d'éco-développement, des campagnes de reboisement... C'est un exemple d'écoféminisme et de féminisme décolonial.

1976 - France : Coordination des femmes noires, Paris

Un des premiers collectifs de féministes noires en France, ce groupe actif dans les années 1970, a pour objectif de constituer une lutte à l'intersection de plusieurs catégories d'oppression : genre, race, classe, immigration. Il entend visibiliser les luttes spécifiques des femmes noires, souvent marginalisées dans les mouvements féministes blancs et les luttes anticoloniales masculines.

La coordination des femmes noires est co-fondée en 1976 à l'Université de la Sorbonne à Paris par notamment

Awa Thiam, sénégalaise docteure en ethnologie et anthropologie politique et en philosophie, qui devient rapidement la présidente du groupe. Son premier ouvrage paru en 1978, *La Parole aux négresses* (éditions Denoël), alors qu'elle est encore étudiante, vise la diffusion de la lutte portée par la Coordination, et montre la pertinence de leur mobilisation militante.

Cette coordination regroupe des femmes noires, en majorité des étudiantes originaires de Martinique et de Guadeloupe, mais aussi d'anciennes colonies françaises telles que le Sénégal, le Congo ou le Togo. Elles dénoncent des faits historiques qui ne sont pas reconnus à propos des femmes noires tels que la stérilisation forcée orchestrées dans les départements d'outre-mer par les relais des gouvernements français, l'invisibilisation de la participation des femmes noires dans les combats coloniaux, la migration plus ou moins forcée organisée par le Bureau de migration des DOM (BUMIDOM), mis en place par le gouvernement français en 1960, mais aussi le mariage forcé, les mutilations sexuelles, la sexualité des femmes noires et le regard sur le corps des femmes noires, la prostitution des femmes africaines et antillaises.

À la suite de la Coordination des femmes noires se forment le Mouvement pour la défense des droits de la femme noire, Modafen (1981-1994) et plus tard encore le collectif Mwasi.

1977 – Kenya : création du Mouvement de la ceinture verte (Green Belt Movement, GBM)

En 1977 l'organisation environnementale du Green Belt Movement (GBM) est fondée par **Wangari** Maathai, médecin, biologiste, et militante féministe et écologiste kenyane. Ce mouvement est né du constat fait par des habitantes de zones rurales kenyanes : alors que les forêts sont déforestées, ces femmes doivent parcourir des distances de plus en plus longues afin d'aller chercher du bois pour les tâches domestiques. A cause de la déforestation, les cours d'eau et l'eau contenue dans le sol s'assèchent, de ce fait le sol s'érode. Cela pose de multiples problèmes : l'assèchement provoque des difficultés pour avoir accès à l'eau pour boire, pour arroser les champs, et une diminution de la qualité des sols, l'agriculture devient difficile et cela réduit les sources de nourriture des habitants. Le mouvement GBM propose ainsi aux femmes de ces communautés locales de planter des arbres en échange d'une rémunération. La présence d'arbres permet la récupération effective de l'eau de pluie puisque cela favorise l'infiltration et le maintien de l'eau dans le sol. Certaines femmes volontaires ont également été formées en foresterie et en pratiques agricoles environnementales. La qualité de vie de ces femmes s'est donc améliorée tout en s'opposant à des méthodes extractivistes aux lourdes conséquences environnementales et sociales. Le mouvement a par la suite évolué en s'opposant à des projets de déforestation. En 1998 le mouvement de la ceinture verte s'est engagé contre le défrichage de la forêt de Karura, en partie vendue à des promoteurs immobiliers privés. Cet écosystème unique proche de Nairobi est pourtant une barrière naturelle contre l'érosion. Grâce à cette mobilisation, le projet est finalement abandonné en 2003.

1978 - Kurdistan : le révolutionnaire Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est créé en 1978

Dès le début, des femmes révolutionnaires comme **Sakine** Cansiz rejoignent le parti en tant que militantes. Pour les femmes, cette lutte ne signifie pas seulement de s'opposer à l'État colonial mais aussi aux restrictions patriarcales de la famille et de la société kurde.

En 1987, les femmes kurdes forment l'Union des femmes patriotiques du Kurdistan (*Yekitiya Jinên Welatparezên Kurdistan*, YJWK).

En 1995, le premier Congrès national des femmes réunit 300 femmes dans les montagnes. L'Union pour la liberté des femmes du Kurdistan (YAJK) est alors créée.

En mars 1999, le premier parti des femmes kurdes est créé sous le nom de Parti des femmes travailleuses du Kurdistan (PJKK), sur la base de cette idéologie. Le PJKK se déclare ensuite comme Parti des femmes libres (PJA), lors d'un congrès en 2000. Restructuré depuis 2004 sous le nom de Parti de la liberté des femmes du Kurdistan (PAJK), dans les quatre parties du Kurdistan (Turquie, Iran, Irak, Syrie), les membres du parti continuent jusqu'à aujourd'hui de jouer un rôle d'avant-garde dans la lutte pour la libération.

Depuis 2005, les femmes des quatre parties du Kurdistan et les femmes kurdes en exil, s'organisent en une confédération des Communautés des femmes du Kurdistan (KJK).

1984 – Philippines : le mouvement **Gabriela** contre l'impérialisme américain et le droit des femmes

En 1984, 10 000 femmes protestent contre un décret du dictateur Marcos qui interdit les rassemblements et les marches. C'est à ce moment que le mouvement Gabriela se crée. Ce groupe militant dénonce alors aussi la complaisance entre le gouvernement et les Etats Unis. En effet, ces femmes dénoncent l'impérialisme des Etats Unis aux Philippines, qui ont la main mise sur le territoire avec l'installation de bases militaires sur une grande partie du pays, et dont les soldats agressent les femmes par le biais d'un réseau de prostitution. Gabriela se forme alors en une fédération qui regroupe des mouvements et des associations qui luttent contre la "marchandisation des femmes" et proposent des soins médicaux. Dès le 28 octobre 2000 le mouvement Gabriela se transforme en un parti politique dont le programme comporte l'instauration de l'égalité des femmes dans la société et la protection de leurs droits.

1999 - Mexique : « Appel des femmes contre la violence, l'impunité et les guerres » des femmes du **Chiapas**

Le Chiapas est une région du Mexique peuplée en grande partie par des peuples originels, c'est-à-dire des populations qui étaient là avant la colonisation. Ces populations ont un mode de vie proche de la nature et sont marginalisées au sein du Mexique. C'est pourquoi leurs terres sont convoitées depuis les années 70 par des pratiques néo-coloniales. En effet les États-Unis souhaitent exploiter ces terres pour en récupérer les ressources, ce qui fragilise la nature et les peuples de la région. Le gouvernement mexicain est complice de cette exploitation et une révolution naît pour s'y opposer. Cette révolution se nomme la révolution "zappatiste". Les femmes des Chiapas s'y organisent pour lutter contre l'extractivisme et faire participer les femmes paysannes à cette lutte. Elles acquièrent ainsi une politique du militantisme. Malheureusement, les peuples des Chiapas sont victimes des armées qui luttent contre la révolution et les femmes sont les premières victimes des violences des soldats (harcèlement, meurtre, viols). C'est pourquoi elles organisent en 1999 cette

conférence "Pour que nos corps et nos maternités cessent d'être mis au service du marché et des grandes puissances.". Plus de 500 femmes métisses et indigènes y participent. Fortes de ces expériences, les luttes du Chiapas nourrissent les luttes féministes contre le néo-colonialisme et les violences faites aux femmes dans le monde.

2003 - Libéria : une guerre civile sans relâche incite plusieurs milliers de Libériennes à former un mouvement contestataire. Sous la direction de la militante **Leymah** Gbowee, le mouvement recourt à diverses tactiques. Elles organisent par exemple une grève du sexe visant à forcer les hommes à prendre part aux discussions de paix. Aussi, un groupe de femmes organise un sit-in alors que les hommes prennent part à des négociations de paix. Elles menacent également de se déshabiller pour faire honte aux hommes délégués afin de les empêcher de partir tant qu'ils ne seront pas parvenus à une résolution. Le succès du mouvement est tel qu'il met fin à quatorze années de guerre civile et débouche sur l'élection de la toute première femme chef d'État en Afrique, Ellen Johnson Sirleaf.

2006 - Etats-Unis : **Tarana** Burke, éducatrice afro-américaine originaire du Bronx (New York), fonde en 2003 *Jendayi Aza*, un programme pour promouvoir la culture afro-américaine, mais aussi pour la santé et le sens de l'estime de soi chez les filles afro-américaines. À plusieurs reprises, les violences sexuelles reviennent dans son travail ou lors de ses rencontres. En 2006, elle lance le *Me Too Movement* qui vise à créer une chaîne de solidarité pour les victimes d'agressions sexuelles, notamment pour les femmes afro-américaines statistiquement plus touchées et elle commence à utiliser l'expression « Me Too » pour sensibiliser le public à l'ampleur des violences et agressions sexuelles dans la société. La création du hashtag #MeToo sur Twitter en 2017 fera d'elle une figure majeure du mouvement.

2007 - France : l'association *Les Indivisibles* est créée par **Rokhaya** Diallo et plusieurs de ses ami.es en 2007. L'association a pour but de dénoncer le racisme en France, dans un contexte où les femmes musulmanes sont réprimandées pour le fait de porter le voile. Rokhaya Diallo dénonce dans les médias l'acharnement médiatique et politiques envers les femmes musulmanes qui, sous couvert de "féminisme", s'opposent au voile. A ce propos, Rokhaya Diallo dit : "En tant que féministe, ma priorité a toujours été de placer la volonté des femmes au cœur de la lutte. 'Mon corps m'appartient' était le slogan des féministes durant les années 1970, et il me semble aujourd'hui plus pertinent que jamais." *Les Indivisibles* dénonce aussi les violences policières, et le racisme dans les médias. A partir de 2009, l'association organise les "Ya bon awards", afin de dénoncer avec humour et dérision, le racisme dans les médias (à la radio, dans les journaux, et à la télévision), ils desservent un prix : une banane d'or aux personnes jugées les plus racistes de l'année. Ces cérémonies prennent de l'ampleur dans les médias et se profilent jusqu'en 2015. Elles ont permis de dénoncer des comportements racistes banalisés. C'est par le biais de cette association que Rokhaya

Diallo a pris de l'importance dans les médias notamment sur ses prises de position anti-racistes et féministes, elle est aujourd'hui journaliste, documentariste et autrice. *Les Indivisibles* ont fait avancer les mouvements de lutte anti-racistes en apportant de nouvelles manières de dénoncer le racisme et de faire du bruit.

2011- Yémen : Tawakkol Karman est une militante yéménite des droits des femmes et plus largement des droits humains et de la liberté d'expression. Durant ses études, elle co-fonde en 2005, l'organisation non gouvernementale « Femmes journalistes sans chaînes », dans le but de défendre en premier lieu la liberté de penser et d'expression. Celle-ci œuvre pour que les jeunes et les femmes puissent acquérir des compétences journalistiques afin d'améliorer le paysage médiatique au Yémen. À partir de 2007, elle organise les premiers rassemblements estudiantins pacifiques sur la place du Changement à Sanaa, la capitale, afin de protester contre le gouvernement du président Ali Abdallah Saleh et de militer en faveur des droits humains. Ce sont ces manifestations qui ont donné le coup d'envoi du soulèvement, dans le sillage du Printemps arabe. Puis Tawakkol Karman s'est faite emprisonner par le régime du président Ali Abdallah Saleh. « Ali Saleh a essayé de me faire taire, mais tout ce qu'il a réussi à faire, c'est rendre ma voix plus forte », dit-elle fièrement. Après son séjour en prison, écourté par les manifestations des Yéménites sortis dans la rue pour demander sa libération, c'est en tant que « Mère de la révolution » que Tawakkol Karman revient sur le devant de la scène contestataire. Le 7 octobre 2011, à 32 ans, elle est récompensée par le prix Nobel de la paix qu'elle partage avec deux Libériennes pour « leur lutte non violente pour la sécurité des femmes ».

Juillet 2019- France : la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris est un mouvement social qui a été organisé principalement par les femmes de chambre d'origine africaine travaillant dans l'hôtel Ibis Batignolles de Paris du groupe Accor. Les femmes de chambres réclamaient de meilleures conditions de travail, une revalorisation salariale, et une meilleure protection contre le harcèlement sexuel. Après vingt-deux mois de lutte (huit de grève puis quatorze d'activité partielle), une médiation supervisée par l'inspection du travail aboutit à un protocole d'accord, signé le 25 mai 2021. **Rachel** Keke, la porte-parole du mouvement, continue à dénoncer les injustices que vivent les femmes noires dans la société. Elle devient députée de la 7^{ème} circonscription du Val-de-Marne en 2022 et ce jusqu'en 2024.